



Séance ordinaire du mardi 19 décembre 2023

L'an deux-mille-vingt-trois et le dix neuf décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Mylène MIFSUD, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Florence AUBY, Véronique BRUNET, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvon PELLET, Eric PENSO, René REVOL, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Alenka DOULAIN, Clothilde OLLIER, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Réalisation du Bustram et de la Véloligne 70 - Convention de transfert de gestion de la voie ferrée de Le Crès à Castries entre SNCF Réseau et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit une politique active en vue de développer l'usage des modes actifs de déplacement, réduire la congestion, préserver l'environnement, le climat et la santé des habitants. Le déploiement d'un réseau de cheminements dévolus à la mobilité active fait partie du schéma de développement des transports sur le territoire. Un des tronçons du réseau « *magistral* » doit être réalisé entre les communes de Le Crès et Vendargues. Cette voie verte, dénommée V70, doit être aménagée sur une partie des emprises ferroviaires en direction du département du Gard. En outre, Montpellier Méditerranée Métropole prévoit la réalisation sur une partie des emprises la nouvelle ligne 1 dite du Bustram entre « *Montpellier Place de l'Europe et Castries Espace Gare* », à l'Est de la Métropole.

L'ensemble des dépendances domaniales publiques composant la section de ligne située entre Le Crès et Vendargues (ligne n°814000 dite de Mas-des-Gardies aux Mazes-le-Crès) comprises entre le PK 742.930 et le PK 746.505, sur laquelle toute circulation a été arrêtée depuis 1970 pour le service voyageur et depuis 1987 pour le trafic marchandises, CONSTITUE EN PARTIE L'ASSISE DE CE PROJET. Cette ligne a fait l'objet d'une décision de fermeture prise par le directeur général exécutif de SNCF Réseau le 17 octobre 2023 sur le fondement de l'article 22 du décret n°97-444 du 5 mai 1997. La section de ligne objet de la décision de fermeture entre Vendargues et Le Crès était la dernière section encore ouverte de l'ancienne ligne ferroviaire, progressivement fermée et déclassée, en 1973 entre Sommières et Castries, en 1991 entre Lézan et Sommières, puis en 2009, 2015 et 2016 entre Vézénobres, Lézan, Cardet et Ribaute-les-Tavernes.

La section entre Castries et Vendargues a été fermée à la circulation ferroviaire en 1977. Les dernières circulations de voyageurs sur la ligne n°814.000 datent des années 1970 entre Sommières et Les Mazes-Le-Crès, puis au début des années 2000 sur la section plus récemment fermée. La fermeture concerne également la voie de desserte du parc d'activités du Salaison.

Toutes les installations ferroviaires ne sont plus en état de circulation dû à la végétation et à l'état général des voies. Lorsqu'une de ses dépendances n'a plus d'usage immédiat, SNCF Réseau peut, tout en conservant la propriété et la protection que lui accorde son régime domanial public, en transférer la gestion à une collectivité ou un établissement public en vue de satisfaire à ses propres missions de service public.

Montpellier Méditerranée Métropole s'est rapprochée du groupe SNCF afin de conclure un transfert de gestion des emprises ferroviaires fermées administrativement afin de permettre l'aménagement d'un des tronçons du réseau magistral de l'Est de son territoire et de la ligne 1 du Bustram, s'agissant de la portion de voie ferrée située entre les PK 742.930 et le PK 746.505 sur les communes de Le Crès et de Vendargues. Le transfert de gestion est encadré par les articles L. 2123-3 à L. 2123-6 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Le transfert de gestion concerne environ 7,2 km, dont 1,6 km de voie mère, soit 94 874m² de surface totale. Cette assiette correspond à diverses parcelles sur les communes de Le Crès et Vendargues dont les désignations suivent :

Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface
Vendargues	BA	259		95 m ²
	BA	257		177 m ²
	BA	258		168 m ²
	BA	34		26 354 m ²

	BA	35		479 m ²
	BA	36		9 614 m ²
	BB	159		1 801 m ²
	BB	209		3 326 m ²
	BB	217		13 031 m ²
	BB	237		4 796 m ²
	BB	264		90 m ²
	BB	267		126 m ²
	BB	128		16 322 m ²
	BB	234		79 m ²
	BD	303		214 m ²
	BD	304		6 736 m ²
			Total	83 408 m²
Commune	Section	Numéro	Lieu-dit	Surface
Le Crès	BL	337		3 712 m ²
	BE	33		7 754 m ²
			Total	11 466 m²

La conclusion de la convention de transfert de gestion est proposée pour une durée de 30 ans moyennant le remboursement d'un forfait de 629 € HT par an, correspondant aux frais de gestion et taxes acquittées par SNCF RESEAU, ainsi que le remboursement des frais engendrés par l'établissement de la convention de transfert de gestion s'élevant à 3620,21 € HT.

Ce transfert de gestion vient compléter celui signé le 9 mars 2020 avec SNCF RESEAU, entre le PK 740 870 et le PK 742 930 sur les communes de Castries et de Vendargues.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et SNCF Réseau de transfert de gestion des parcelles ci-dessus mentionnées sur les communes de Le Crès et Vendargues, d'une superficie cadastrale totale de 94 874 m² environ, composant l'ancienne voie ferrée entre Le Crès et Vendargues, ainsi que la voie mère desservant le parc d'activités du Salaison d'une longueur de 7,2 kms environ pour une durée de 30 ans moyennant la somme de 629 € (six cent vingt-neuf euros) Hors Taxes par an et le paiement des frais d'établissement de ladite convention d'un montant de 3 620,21 € (trois mille six cent vingt euros et vingt et un cents) Hors Taxes ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 7 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 29/12/23

Pour extrait conforme,

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 30 décembre 2023

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20231219-255430-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 29/12/23

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet TDG VENDARGUES LE CRES 28112023 modifs 3M.doc

- secteur Salaison.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.